

Le nombre de tués n'a pas baissé depuis plus de 30 ans

Page 3

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4725 - Dimanche 10 mars 2019 - Prix : 10 DA

Des saisies et des arrestations au quotidien

La contrebande explose

Page 3

Grève nationale le 13 mars accompagnée de marches pacifiques L'Intersyndicale de l'Education appelle les enseignants à participer en masse

Page 2

Ouyahia et Hadjar font dans la provoc' !

Par Nadjib Stambouli

Des marches imposantes depuis trois vendredis ne semblent pas avoir incité le gouvernement à réfléchir à des solutions durables, du moins à calmer l'atmosphère, même si à ce jour la sérénité des manifestants et des forces de l'ordre a prévalu. Hier, la décision la plus incompréhensible, la plus incroyable, la plus insensée, bref la plus ridicule, est tombée : les vacances universitaires sont avancées à aujourd'hui, jusqu'au 4 avril. On voudrait ajouter de l'huile sur le feu, rallumer les flammèches de la colère chez des étudiants qui ont montré à ce jour un sens élevé de maturité et de calme, qu'on ne s'y prendrait pas autrement. En pensant éloigner les étudiants des campus en leur donnant des vacances non seulement avancées mais aussi allongées, Ouyahia, et son exécutant en chef dans le domaine universitaire, Hadjar, ont montré leur incapacité à voir plus loin que leurs petits calculs politiques. Même si on restait dans leur logique de petits dictateurs, plus versés sur la fermeture que sur la moindre ouverture, cette mesure leur reviendrait comme un effet boomerang, pour la simple et évidente raison que les étudiants trouveraient ainsi tout le temps à sortir, à faire grève, à marcher et à faire tout ce qu'on veut les empêcher de faire.

Suite en page 3

Depuis l'appel à la grève générale lancé sur les réseaux sociaux

Les produits alimentaires en hausse de 40% en 48 heures



PH/D. R.

L'Association nationale des commerçants et artisans dans une conférence de presse organisée hier matin à son siège, sis à Said Hamdine-Alger, au sujet du mot d'ordre lancé sur les réseaux sociaux pour une « désobéissance civile » comme suite aux manifestations organisées depuis le 22 février dernier, appelle les commerçants à ignorer cet appel tout en assurant que « les marchés de légumes et fruits seront ouverts pendant toute la durée de la grève ».

Lire page 2

Séminaire « Femme et Sport »

«Le prochain mouvement des DJS verra la désignation des femmes»

Page 24

Niger/Soudan

Le Niger met en garde des demandeurs d'asile soudanais contre des «troubles»

Page 13

Depuis l'appel à la grève générale lancé sur les réseaux sociaux

Les produits alimentaires en hausse de 40% en 48 heures

■ L'Association nationale des commerçants et artisans dans une conférence de presse organisée hier matin à son siège, sis à Said Hamdine-Alger, au sujet du mot d'ordre lancé sur les réseaux sociaux pour une «désobéissance civile» comme suite aux manifestations organisées depuis le 22 février dernier, appelle les commerçants à ignorer cet appel tout en assurant que «les marchés de légumes et fruits seront ouverts pendant toute la durée de la grève».

Par Lynda Naili

Ainsi, en réponse aux inquiétudes des commerçants par rapport à l'appel à la désobéissance civile du 10 au 15 mars

Routes Miser sur la qualité pour réduire les coûts de la maintenance

LE MINISTRE des Travaux publics et des Transports par intérim, Abdelwahid Temmar, a mis l'accent, hier à Alger, sur la garantie de la qualité lors de la réalisation des routes et le rôle important de tous les acteurs impliqués dans le processus de réalisation, en vue de réduire les montants «exorbitants» dépensés chaque année dans la maintenance. S'exprimant lors de l'ouverture des travaux du 4^e congrès de l'Association algérienne des routes, organisé sous le slogan «la route, notre patrimoine commun», le ministre a insisté sur la garantie de la qualité dans la réalisation des routes et le rôle essentiel des acteurs impliqués dans ce processus, à savoir: les laboratoires, les bureaux d'études et les entreprises de réalisation pour assurer un niveau de qualité acceptable. La garantie de la qualité, a estimé le ministre, permettra de réduire les montants exorbitants dépensés chaque année dans la maintenance, en raison de la mauvaise qualité des travaux de réalisation et du manque de professionnalisme chez certains intervenants. A cet effet, il a appelé tous les intervenants à «prendre en compte ces aspects qui s'inscrivent dans le cadre de la rationalisation de la gestion et des dépenses». Valorisant les ressources financières importantes consacrées par l'Etat à la réalisation du réseau routier et d'autres structures relevant du secteur des Travaux publics, M. Temmar a précisé que «cet acquis» impliquait la mise en place d'«une stratégie efficace pour une meilleure prise en charge des travaux de maintenance». «En l'absence d'une maintenance étudiée et régulière», a poursuivi M. Temmar, ces réalisations, à savoir: les réseaux routiers, les autoroutes, les tunnels, les ouvrages d'art et autres «seront toujours exposées à la dégradation induite par les facteurs naturels et climatiques à l'instar des inondations, des glissements de terrains et de la densité du trafic routier etc...».

Mahi T.

en cours lancé sur les réseaux sociaux comme suite aux manifestations organisées depuis le 22 février dernier réclament «un changement profond dans le pays», El Hadj Tahar Boulanouar, président de l'Association nationale des commerçants et artisans, considérant que «les autorités officielles n'ayant pas réagi à cet appel à la grève, ce dernier ne peut être suivi». «Ce n'est qu'une information sur les réseaux sociaux», ajoutera-t-il.

En outre, durant cette conférence de presse, Boulanouar, assisté par le président de la commission de boulangers, le président de la commission des fruits et légumes, et celui de l'alimentation générale, appellera les commerçants affiliés à son association de ne pas répondre à cet appel, et d'ouvrir ainsi «normalement» leurs commerces. De ce fait, l'association soutiendra que «les marchés de légumes et fruits seront ouverts pendant toute la durée de la grève», d'autant plus, sera-t-il souligné durant cette conférence de presse, que «la demande sur les divers produits alimentaires et



de consommation générale a augmenté de 40% en 48h», c'est-à-dire depuis que cet appel à la désobéissance se fait de plus en plus présent sur les réseaux sociaux, au point où pratiquement «une augmentation de 20 à 30 dinars minimum a été observée ces derniers jours sur chaque produit», notera l'Association nationale des commerçants et artisans. Dans

cet esprit, l'Association appelle «les citoyens à ne pas contribuer à cette flambée des prix et au surgissement d'une pénurie sur les produits alimentaires en faisant des achats abusifs», d'une part, et «de ne pas accuser les commerçants de provoquer la spéculation», d'autre part. Enfin, relevant les pertes qui seront causées aux agriculteurs s'ils venaient à ne pas

écouler leurs marchandises en raison de cet appel à la désobéissance civile, et aux commerçants craignant d'éventuels «dépassements» au cas où la grève serait observée, les présidents des différentes commissions de l'association leur demanderont «à signaler n'importe quel dépassement auprès des autorités concernées».

L. N.

Grève nationale le 13 mars accompagnée de marches pacifiques

L'Intersyndicale de l'Education appelle les enseignants à participer en masse

Après les trois jours de débrayage organisés les 21 janvier et 26 et 27 février, des syndicats autonomes du secteur de l'Education nationale ont appelé à l'organisation d'une grève générale, le mercredi 13 mars prochain, accompagnée de marches pacifiques au niveau de tout le territoire national.

Dans un communiqué, le collectif des syndicats autonomes du secteur de l'Education nationale a fait part de sa décision de poursuivre les actions de contestation entamées le mois de janvier dernier. En effet, après les trois jours de débrayage organisés le 21 janvier, les 26 et 27 février, le collectif ira vers une nouvelle grève générale mercredi prochain, soit le «13 mars». Les signataires du communiqué ont précisé que cette action sera appuyée par des marches pacifiques au niveau de toutes les wilayas à partir de 10h, dont le point de départ a été fixé à partir des directions de l'éducation. Il a été entendu, en outre, le boycott de toutes les activités qui seront organisées par le ministère de l'Education nationale. Soulignant que ces décisions ont été prises à l'issue d'une réunion extraordinaire, l'Intersyndicale affirme suivre de très près les évène-

ments qui marquent le pays. Elle a, à ce propos, réitéré son soutien au peuple, et a appelé la communauté de l'éducation (enseignants et fonctionnaires) à participer en masse aux marches organisées tous les vendredis depuis le 22 février dernier. S'adressant aux autorités, le collectif a appelé au respect de la volonté du peuple, et surtout à la préservation du caractère pacifique de ces mouvements populaires. Il convient de rappeler que 6 syndicats autonomes composent cette Intersyndicale. Il s'agit du Conseil des lycées d'Algérie (Cla), le Conseil national des professeurs du secteur tertiaire de l'Éducation (Cnapeste), le Syndicat des travailleurs de l'éducation et de la formation (Satef), l'Union nationale du personnel de l'éducation et de la formation (Unpef), le Syndicat des travailleurs de l'éducation (Snte), et enfin le Syndicat national des professeurs de l'enseignement secondaire et technique (Snapest). Ces syndicats revendiquent essentiellement la révision du statut particulier, la protection du pouvoir d'achat, l'annulation de la retraite anticipée, et le respect des libertés syndicales. Il était l'initiateur d'une journée de grève le 21 janvier

passé avec des rassemblements dans plusieurs wilayas du pays. Pour rappel, réagissant à la décision du tribunal administratif de Bir Mourad Rais qui a déclaré «illégal» la grève à laquelle a appelé le Collectif des syndicats autonomes du secteur de l'Éducation dans les trois cycles de l'enseignement pour les 26 et 27 février dernier, le chargé de communication de l'Union nationale du personnel de l'éducation et de la formation (Unpef), Abdelouahab Lamri Zeggar avait indiqué qu'«on a reçu aucun document interdisant la grève ou déclarant notre mouvement illégal». Assurant : «notre grève des 26 et 27 février dernier était légale car on a suivi toute la procédure légale et celle du 13 le sera aussi». De son côté, Boualem Amoura, secrétaire générale du Syndicat autonome des travailleurs de l'Éducation et de la Formation Satef avait jugé inévitables ces actions de protestation pour satisfaire nos revendications. Enfin, les revendications des syndicats portent essentiellement sur des aspects socio-professionnels et pédagogiques concernant le reclassement du personnel de certains services (économique, de l'orientation scolaire et professionnelle, des

laborantins et des superviseurs), le maintien de la retraite proportionnelle sans condition d'âge et la mise en place de mécanismes rétablissant l'équilibre du pouvoir d'achat. Parmi les revendications, l'actualisation de la prime de zone sur la base du nouveau salaire de base au lieu de celui de 1989, et l'accès des professeurs formés après le 03 juin 2012 à une promotion au grade de professeur formateur, en valorisant leur expérience professionnelle, le respect du repos hebdomadaire et la valorisation du droit à un congé de maladie. Sur le plan pédagogique, les représentants des syndicats revendiquent notamment la révision des programmes scolaires en fonction du niveau des apprenants et particulièrement ceux de l'école primaire, l'amélioration de la formation, des conditions de travail et de scolarisation, la réalisation d'un enseignement de qualité, la réduction du volume horaire pour l'ensemble des paliers en respectant le volume de travail et les tâches assignées, la préservation du pouvoir pédagogique des enseignants et la liberté d'exercer l'action syndicale.

Thinhinene Khouchi

Hécatombe routière

Le nombre de tués n'a pas baissé depuis plus de 30 ans

■ Cette année encore, on ne passera pas sous la barre des 4 000 morts. Le président de l'Association «Tariqessalama», Mohamed Lazouni, explique les causes de cette stagnation inquiétante du nombre de morts sur nos routes.

Par Louiza Ait Ramdane

Si la mortalité sur les routes a connu une stabilité depuis plus de 30 ans, le nombre des accidents, lui, demeure tout de même inquiétant. Selon le président de l'Association «Tariqessalama», Mohamed Lazouni, le nombre de personnes décédées suite aux accidents de la route est presque inchangé depuis plus de 30 ans, se situant aux alentours de 4 000 morts par an. «En évoquant les accidents de la route, certains n'hésitent pas à parler d'une véritable hécatombe au regard des victimes recensées chaque jour que Dieu fait. Un constat qui n'est certes pas exagéré mais qui, en vérité, ne renvoie pas à une période récente mais remonte aux années 1980», a précisé M. Lazouni. «Globalement, le nombre des victimes des accidents de la route n'a presque pas baissé (...) depuis plus de 30 ans et c'est justement pour cette raison que les efforts visant à atténuer l'ampleur de ce phénomène doivent être poursuivis et de manière soutenue», a-t-il indiqué, lors de l'assemblée électorale de «Tariqessalama» abritée par la ville de Ain Defla, et durant laquelle le président sortant a été réélu à la tête de cette association. Abordant les causes des accidents de la route, M. Lazouni a signalé que le facteur humain arrive en première position. Contrairement à une idée reçue, c'est plutôt la somnolence qui est la principale cause des accidents mortels, soutient M. Lazouni. Elle est à l'origine de 30 à 35% des accidents mortels qui y surviennent. La somnolence tue dans ce cas plus que l'alcool au volant. C'est l'origine d'un tiers des accidents mortels



PH.V. R.

sur les grandes voies. La somnolence au volant est un risque routier moins perceptible qui met le conducteur dans un état intermédiaire entre le sommeil et l'état de veille. Il se déclare lors d'une grande fatigue suite à un manque de sommeil nocturne. Si une somnolence se produit à n'importe quel moment de la journée, pour certains individus, elle peut être alors une pathologie ou le signe d'une maladie latente (dépression, insuffisance cardiaque, apnée du sommeil...) qu'il faut explorer. Ces pathologies, très fréquentes et méconnues, demeurent non reconnues en Algérie comme maladie. Malheureusement en Algérie, beaucoup de conducteurs prennent

la route sans se préoccuper de leur état de vigilance. Or, conduire en état de somnolence est véritablement dangereux puisque cela multiplie par huit les risques d'avoir un accident corporel. Pour remédier à ce phénomène d'assoupissement, la pause est le seul moyen de venir à bout de la somnolence. Par ailleurs, le responsable associatif ne précise pas toutefois la voie et les méthodes utilisées pour parvenir à ces résultats. Quant au nombre d'accidents survenus durant l'année écoulée, le directeur général du Centre national de prévention et de sécurité routière (CNPSR), Ahmed Nait El Hocine, avait affirmé que le nombre de décès causés

par les accidents de la route a enregistré une baisse de 30% en 2018 comparativement à l'année 2015. Il a affirmé qu'en 2018, il y a eu 1 300 décès de moins par rapport à 2015. Quant au nombre de blessés, il a également reculé de 40% entre 2015 et 2018. Toutes les mesures de sensibilisation au respect du code de la route n'empêchent pas de dénombrer chaque mois des accidents de la circulation. Le renforcement de la sécurité et de la prévention routière par la sensibilisation et l'installation d'un millier de radars sur les routes n'auront pas suffi, car, la plupart des gens connaissent parfaitement l'emplacement des radars.

L. A. R.

EDITO

Ouyahia et Hadjar font dans la provoc' !

Suite de la page une

Cette manière malsaine de gestion d'une crise gravissime, qu'on ne verrait pas dans les pays les moins démocratiques, ne fait que raviver la pulsion contestataire, telle que portée par des millions de citoyennes et citoyens qui ont marché sous le sceau de «silmya silmya». D'ailleurs, cela n'a pas raté : rapidement, les réseaux sociaux ont été envahis, dès l'annonce de cette mesure scélérate, de réactions unanimes pour non seulement la dénoncer mais aussi et surtout pour amplifier des appels à des rassemblements devant les campus du pays. Il est permis de douter, à ce propos, que la fermeture des grilles de l'enceinte universitaire va atténuer leur volonté d'organiser des sit-in devant ces portes ou de faire des marches dans la ville. On se demande quelle mouche a piqué le ministre Hadjar, si ce n'est une mouche qui s'appelle Ouyahia. On peut tout reprocher au Premier ministre sauf d'être un imbécile. Au contraire, en fiévre routier de la politique calculatrice et manœuvrière, il ne fait rien sans avoir un plan derrière la tête. Qui a intérêt à nourrir la houle et le remous dans la situation actuelle sinon des forces directement visées par le mot d'ordre «Changement profond du système ?». La tentation de la politique de la terre brûlée et «après moi, le déluge», déluge provoqué par de telles mesures, n'est pas loin. A ce jour, les manifestants n'ont pas cassé. Mais ils savent casser...

N. S.

Des saisies et des arrestations au quotidien La contrebande explose

L'activité illégale au niveau de nos frontières a atteint ces derniers mois une proportion inquiétante. Des tonnes de marchandises sont importées ou exportées par des réseaux de contrebandiers qui tentent le tout pour le tout pour amasser le plus d'argent possible en un temps record. Carburant, cheptel, drogue corail..., la contrebande prospère à grande vitesse en dépit des coups de boutoir donnés par les services de sécurité, à leur tête les gardes-frontières. Cette tendance observée sur le terrain n'exclut pas le trafic sur d'autres produits, notamment les produits alimentaires subventionnés. En effet, le trafic n'a jamais été aussi florissant au niveau des frontières comme il l'est

aujourd'hui. Les pertes économiques et financières sont considérables, et les statistiques ne font que confirmer son ampleur. L'éradication du phénomène n'est certainement pas pour demain. Puisque les réseaux sont devenus plus organisés, mieux structurés, certainement liés à des circuits internationaux de trafic. Pourtant, les services de sécurité mènent une lutte implacable et sans merci en activité à travers plusieurs régions du pays. Un combat ininterrompu contre toute forme d'atteinte au pays : la lutte contre le crime organisé reste une priorité majeure. C'est ce qui ressort du bilan des opérations menées par les services de sécurité. Selon un communiqué de la Défense nationale, trois narcotrafiquants ont été

arrêtés, en leur possession près de 650 kg de kif traité à Khenchela et El Tarf par des détachements de l'Armée nationale populaire. «Dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée, un détachement combiné de l'Armée nationale populaire a intercepté, à l'aube de ce jour 9 mars 2019 à Khenchela, un narcotrafiquant à bord d'un camion chargé d'une importante quantité de kif traité s'élevant à 630 kilogrammes, tandis qu'un autre détachement combiné a arrêté, à El Tarf, deux narcotrafiquants en possession de 19,5 kilogrammes de la même substance», a précisé le MDN. Lors d'opérations distinctes menées à Tamanrasset et à Bordj Badji Mokhtar, des détachements de l'ANP ont arrêté dix orpailleurs

et saisi un camion, 40 groupes électrogènes, 20 marteaux-piqueurs, 9 détecteurs de métaux et des sacs de mélange de pierres et d'or brut, a ajouté la même source. Selon le MDN, un autre détachement a saisi, dans la localité de Debdeb à In Amenas, 498 caméras de surveillance, ainsi que leurs accessoires. Par ailleurs, des éléments de la Gendarmerie nationale ont appréhendé, à El Oued, deux contrebandiers à bord d'un camion chargé de 5 230 unités de différentes boissons. Trois contrebandiers ont été interceptés et plus de 16 200 comprimés psychotropes ainsi que près de 24 000 comprimés de substances parpharmaceutiques ont été saisis à El Oued et In Amenas, par des

détachements combinés de l'ANP. «Dans le cadre de la lutte contre la contrebande et la criminalité organisée, des détachements combinés de l'ANP ont intercepté, à El Oued et In Amenas, trois contrebandiers et saisi de 16 256 comprimés psychotropes et 23 930 comprimés de substances parpharmaceutiques», précise la même source. Dans le même contexte, un détachement de l'ANP a arrêté, à Tamanrasset, «un contrebandier à bord d'un camion chargé de 30 tonnes de ciment», alors que «des gardes-frontières ont déjoué des tentatives de contrebande de 7 984 litres de carburant à Souk-Ahras, Tébéssa, El-Tarf», ajoute le communiqué.

Meriem Benchaouia

En marge de la marche de vendredi

Le Musée national des antiquités et des arts islamiques vandalisé

■ Le Musée public national des antiquités et des arts islamiques a fait l'objet, vendredi soir, d'actes de vandalisme commis par un groupe de délinquants qui ont ciblé certains de ses pavillons en y volant un nombre d'objets de valeur après avoir mis le feu dans des locaux administratifs, causant la destruction de documents et de registres, a-t-on appris auprès du ministère de la Culture.

Par Fatah G.

Les services de la Protection civile sont intervenus rapidement pour stopper la propagation du feu vers les salles d'exposition du musée, sis au quartier Krim Belkacem, a précisé la même source, relevant que les agents

Ecole nationale préparatoire aux études d'ingénieur Gaïd Salah en visite de travail aujourd'hui

LE GÉNÉRAL de corps d'Armée Ahmed Gaïd Salah, vice-ministre de la Défense nationale, chef d'Etat-Major de l'Armée nationale populaire, effectue aujourd'hui une visite de travail au niveau de l'école nationale préparatoire aux études d'ingénieur en 1^{re} région militaire, a annoncé le ministère de la Défense nationale dans un communiqué. Lors de cette visite, le général de corps d'Armée présidera la réunion annuelle des cadres et responsables des structures de formation de l'ANP, a indiqué la même source. Gaïd Salah tiendra également, à l'occasion, une rencontre d'orientation avec les élèves officiers des écoles militaires, a-t-on ajouté.

R. N.

Sur plusieurs wilayas du sud du pays Des vents forts continueront de souffler

DES VENTS forts continueront de souffler, parfois en rafales, sur plusieurs wilayas du sud du pays jusqu'à aujourd'hui dimanche, réduisant «fortement» la visibilité par soulèvements de sable, indique hier un bulletin météorologique spécial (BMS) émis par les services de l'Office national de la météorologie. Il s'agit des wilayas de Béchar, le sud de Naâma, El-Bayadh, Ghardaïa, Laghouat, Ouargla, El-Oued, le nord d'Adrar et le nord d'Illizi, où des vents Est à Nord-est devront atteindre les 60/70 km/h avec rafales pouvant dépasser les 90 km/h sont prévus, et ce, jusqu'à aujourd'hui à 06h00. Tamanrasset, le sud d'Illizi et le sud d'Adrar sont également concernés par le BMS, avec des vents Sud à Sud-ouest de 60/70 km/h pouvant atteindre des pics de 80/90 km/h jusqu'à hier 19h00, précise la même source.

May H.



PHD.R.

de la Sûreté nationale ont pu récupérer un sabre remontant à l'époque de la résistance populaire. Les services de sécurité poursuivent, pour leur part, les investigations pour identifier les auteurs de ces actes qui ont profité des marches pacifiques pour commettre ce crime odieux envers le patrimoine culturel et prendre pour cible un musée dont les objets retracent des étapes importantes de l'histoire du peuple algérien. Le ministre de la Culture, Azzedine Mihoubi, s'est déplacé sur les lieux pour constater les dégâts et a pris une série de mesures pour y renforcer la sécurité. A rappeler qu'un groupe de délinquants avaient tenté, la

semaine dernière, d'accéder aux pavillons du Musée des antiquités, sans causer de dégâts. Dans ce contexte, les forces de la Police ont interpellé, vendredi soir au niveau de quelques quartiers d'Alger, 195 individus qui ont participé aux manifestations pour commettre des actes de saccage et de vandalisme. «La Direction générale de la Sûreté nationale informe qu'à la fin de cette journée du vendredi 8 mars 2019, au niveau des quartiers de Krim Belkacem et Didouche Mourad, un nombre important de délinquants s'est manifesté dans le but de commettre des actes de saccage et de vandalisme», a indiqué, vendredi, un communiqué

de la DGSN, ajoutant que ces personnes faisaient l'objet d'«enquêtes approfondies».

La DGSN dément la mort d'un policier lors des manifestations

La Direction générale de la Sûreté nationale a démenti des informations publiées sur les réseaux sociaux selon lesquelles un policier aurait été tué lors des manifestations qui se sont déroulées vendredi à Alger et dans plusieurs villes du pays. «La Direction générale de la Sûreté nationale dément formellement les allégations partagées sur les réseaux sociaux, annonçant la

mort d'un policier lors des manifestations de vendredi», a écrit la DGSN dans un communiqué, précisant qu'aucun décès n'a été enregistré dans les rangs de la police sauf quelques blessés. Dans un précédent communiqué, la DGSN a déploré la blessure de 112 de ses hommes, actuellement pris en charge au niveau des services de santé de la Sûreté nationale. Plusieurs milliers de citoyens ont participé à des marches populaires pacifiques à Alger et dans plusieurs wilayas du pays, pour le troisième vendredi consécutif, revendiquant «des réformes politiques profondes» et «le changement du système».

F. G./APS

Oran/Ecole «Sibawaih»

Lancement d'une radio sur le net dédiée aux langues étrangères

L'école de l'enseignement des langues étrangères «Sibawaih», basée à Oran, vient de lancer sur le Net une radio entièrement dédiée à l'apprentissage des langues, «Sibawaih Language Radio» (SLR), a-t-on appris du fondateur de cette école. Première du genre en Algérie, la «SLR», lancée au début du mois en cours, a pour vocation de rassembler les moyens pédagogiques audio pour mettre à la disposition des apprenants des supports supplémentaires à même de les aider à améliorer leur niveau en compréhension orale (listening), a précisé à l'APS Djamel Tabet Aouel. Des livres audio, des interviews d'artistes et d'auteurs algériens vivant à l'étranger ou en Algérie, des conseils pédagogiques, des recettes de cuisine, des contes et des poèmes lus par des nationaux ou des locuteurs natifs «nati-

ve speakers» seront, entre autres, proposés par cette radio d'accès gratuit. «Pour le moment, la radio diffuse uniquement en français et en anglais à longueur de journée.

Nous lancerons dans quelques semaines des programmes en allemand et en espagnol, langues que nous enseignons également dans notre école», a mis en

exercice le responsable de cet établissement, fondé en 1995. La radio diffuse sur le net online par le biais du site «mykindofradio.com», indique-t-on. S'agissant de la langue qui attire plus les apprenants, Tabet Aouel a souligné que l'anglais connaît un engouement très particulier de la part des jeunes. Pour lui, enseigner d'autres langues comme le chinois, le turc et même tamazigh dépend uniquement de la demande. «Dès que nous atteignons un seuil bien défini en matière de demande, nous commençons à assurer des cours dans ces langues», explique-t-il. L'Ecole d'enseignement des langues étrangères «Sibawaih» fête, cette année, ses 24 ans d'existence. Elle assure l'enseignement de quatre langues étrangères, le français, l'anglais, l'espagnol et l'allemand.

Anis G.

Tamanrasset

Reddition d'un terroriste

UN TERRORISTE s'est rendu hier aux autorités militaires à Tamanrasset, a indiqué le ministère de la Défense nationale dans un communiqué. «Dans le cadre de la lutte antiterroriste et grâce aux efforts des forces de l'Armée nationale populaire, un terroriste s'est rendu, aujourd'hui 09 mars 2019, aux autorités militaires à Tamanrasset en 6^e Région militaire. Il s'agit, en l'occurrence, du dénommé «Akebaoui Ammar», dit «Hama Ouelid H'mimed», qui avait rallié les groupes terroristes en 2012», a précisé le MDN. Selon la même source, ledit terroriste était «en possession d'un fusil semi-automatique de type Seminov et d'une quantité de munitions». «Dans le même contexte et grâce à l'exploitation de renseignements, un détachement combiné de l'ANP a découvert, lors d'une opération de fouille et de ratissage menée au Sahara de Lebenoud, wilaya d'El Bayadh, une cache d'armes et de munitions», a ajouté le MDN qui a précisé que cette cache contenait : un pistolet mitrailleur de type kalachnikov, deux fusils à répétition, deux roquettes antichars, ainsi qu'une quantité de munitions.

M. L.

Selon l'ONS/Entreprises

Plus de 178 000 personnes morales dotées d'un NIS

■ Le nombre d'entreprises possédant un statut de personne morale et un numéro d'identification statistique (NIS), a atteint 178 575 unités, durant le premier semestre de 2018, selon l'Office national des statistiques (ONS).

Par Saïda K.

Le nombre de personnes morales, dotées d'un NIS, a connu ainsi une hausse de 11 121 entreprises au cours du premier semestre de l'année 2018, en comparaison avec la même période de l'année précédente, soit une augmentation de 6,64%. S'agissant des nouvelles créations, l'ONS mentionne 5 361 entreprises, ayant fait l'objet d'une première identification par l'ONS, durant les six premiers mois de 2018, soit une baisse de 1,67%, par rapport à la

même période de 2017. Une augmentation de 23,55% a été, cependant, enregistrée au cours de l'année 2018, par rapport au 2ème semestre 2017. Selon la même source, le rythme de création des entreprises durant le premier semestre 2018, s'est maintenu notamment dans le secteur du commerce avec 62 892 entreprises, représentant un taux de 35,22% du nombre globale (5.361 entreprises). L'industrie manufacturière a, quant à elle, enregistré la création de 34 355 entreprises (19,24%), alors que le secteur de la construction s'est vu renforcer

par la création de 32 664 entreprises, soit 18,29%. Ces trois secteurs ont contribué, selon l'Office, de manière «significative» à la création des entreprises au premier semestre de l'année écoulée, avec un taux de 31%. S'agissant de la répartition régionale des créations, au 30 juin 2018, l'ONS relève une concentration au niveau de la région centre du pays avec 54,40%. Cinq wilayas du pays ont enregistré 2 917 nouvelles créations d'entreprises soit 54,41%. En dehors de la wilaya d'Alger qui s'accapare 1 706 créations (31,82%) au premier semestre 2018, la wilaya d'Oran a occupé la seconde position en recelant 458 entreprises, soit 8,54%, suivie de Sétif avec 298 entreprises (5,56%), Tizi-Ouzou 239 (4,46%) et, enfin, Constantine qui cumule 216 entreprises (4,03%). Concernant les sorties du répertoire national des entreprises, elles ont été de l'ordre de 1.649 au premier semestre 2018, enregistrant ainsi une diminution des radiations de 595 entreprises, soit 26,52%. L'ONS a indiqué, en conclusion, que généralement, les entreprises se créent ou au contraire disparaissent, lors des nouveaux programmes de restructurations, de changement de secteur d'activité, ou lorsqu'elles bénéficient d'une partie de leur production.

Mahi O.

S. K./APS

Pétrole

Le panier de l'Opep à plus de 65 dollars le baril

Le prix du panier de quatorze pétroles bruts, qui sert de référence à l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep), s'est accru jeudi à 65,57 dollars le baril, contre 65,04 dollars la veille, a indiqué vendredi l'Organisation pétrolière sur son site web. Introduit en 2005, le panier de référence de pétrole brut de l'Opep (ORB) comprend actuellement le Sahara Blend (Algérie), Girassol (Angola), Djeno (Congo), Oriente (Equateur), Zafiro (Guinée Equatoriale), Rabi light (Gabon), Iran Heavy (Iran), Basra Light (Irak), Kuwait Export (Koweït), Es-Sider (Libye), Bonny Light (Nigéria), Arab Light (Arabie saoudite), Murban (Emirats arabes unis) et Mery (Venezuela). Le même jour, le baril de Brent

de la mer du Nord pour livraison en mai valait 66,54 dollars à Londres, en hausse de 55 cents par rapport à la clôture de mercredi. A New York, le baril américain de WTI pour le contrat d'avril gagnait 38 cents, à 56,60 dollars. Les analystes attendent la prochaine réunion de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep), qui se tiendra les 17 et 18 avril à Vienne pour empêcher un effondrement des prix. En décembre, l'Opep et ses partenaires, dont la Russie, avaient réduit leurs objectifs de production pour rééquilibrer un marché engorgé par le pétrole américain. Ces producteurs doivent désormais décider s'ils comptent renouveler ces limitations, pour l'instant établies jusqu'à juin. «Des sources

de l'Opep, citées par la presse spécialisée, indiquent qu'ils garderont leurs objectifs de production inchangés au deuxième semestre dès la réunion d'avril». «D'autres sources indiquent qu'ils attendront le mois de juin, pour voir dans quelle mesure la production du Venezuela et de l'Iran baisse» involontairement en raison des sanctions américaines, ont-ils ajouté. Si l'Opep attendait le dernier moment pour se décider, ce serait un changement de stratégie, notent les analystes. L'Organisation avait préféré en 2018 anticiper les sanctions contre l'Iran en assouplissant l'accord, ce qui avait conduit à un plongeon des prix au deuxième semestre.

Mahi O.

S. K./APS

Après l'emploi américain

L'or efface ses pertes du début de semaine

L'or a terminé la semaine à l'équilibre, effaçant ses pertes du début de la semaine après la publication du rapport mensuel sur l'emploi américain. L'argent et le platine ont également perdu du terrain par rapport à vendredi dernier, tandis que le palladium s'est maintenu. Jeudi, le métal jaune est tombé à 1.280,73 dollars l'once, un plus bas depuis fin janvier. «Les principaux facteurs à l'origine de la

faiblesse de l'or sont la force du dollar américain et le retour de l'appétit du risque sur les marchés actions», a souligné plus tôt dans la semaine Carlo Alberto De Casa, analyste pour ActivTrades. L'or, comme de nombreuses matières premières, étant libellé en dollars, une hausse du billet vert le rend plus onéreux pour les acheteurs utilisant d'autres devises. Le métal précieux remontait cependant ven-

dredi, notamment après la publication des chiffres sur l'emploi américain. Les créations d'emplois aux Etats-Unis se sont ainsi effondrées en février, avec 20 000 postes créés, le plus faible niveau depuis septembre 2017. Cela n'a cependant pas empêché le taux de chômage de reculer légèrement, à 3,8%. Le nombre de créations d'emplois, qualifié de «pur désastre» par Naeem Aslam, analyste pour

Think Markets, a pénalisé le billet vert et donc profité au métal jaune. L'argent a suivi la même tendance que l'or sur la semaine, tombant jeudi à un plus bas en un peu plus de deux mois, à 14,98 dollars l'once. Concernant le platine, sa baisse, plus importante que celle du palladium, s'explique en partie par le rapport trimestriel du Conseil mondial du platine, publié mercredi, ont expliqué plusieurs analystes.

«Les prévisions pour 2019 tablent désormais sur un surplus de 680 000 onces, contre 455 000 onces précédemment, en raison de la hausse temporaire de la production en Afrique du Sud et d'une croissance de l'offre dans d'autres pays qui devraient plus que compenser la hausse de la demande en 2019», a ainsi souligné le Conseil mondial du platine. Depuis l'éclatement du scandale sur les moteurs diesel truqués, le platine, utilisé dans la production de ce type de moteur, souffre de la désaffection des consommateurs qui se tournent vers les véhicules à essence. Sur le London Bullion Market, l'once d'or valait 1 299,32 dollars vendredi dans l'après-midi, contre 1 305,36 dollars le vendredi précédent. L'once d'argent valait 15,26 dollars, contre 15,49 dollars il y a sept jours. Sur le London Platinum and Palladium Market, l'once de platine s'échangeait à 817,91 dollars, contre 863,14 dollars sept jours plus tôt. L'once de palladium valait pour sa part 1 515,36 dollars, contre 1 540,93 dollars à la fin de la semaine précédente. Agences

R. E.

Chine

L'indice des prix au plus bas depuis plus d'un an

L'indice des prix à la consommation est tombé le mois dernier en Chine à son plus bas niveau depuis plus d'un an, tandis que les prix à la production étaient pratiquement au point mort, selon les chiffres publiés samedi par le Bureau national des statistiques (BNS). Les prix à la consommation, principale jauge de l'inflation, n'ont progressé en février que de 1,5% sur un an, contre 1,7% en janvier. Il s'agit du quatrième mois consécutif de baisse et du plus bas niveau de cet indice depuis janvier 2018. Ce chiffre confirme l'affaiblissement de la conjoncture

chinoise, aux prises avec une baisse de la demande mondiale, notamment aux Etats-Unis qui ont engagé une guerre commerciale contre la Chine. La croissance du pays est tombée l'an dernier à 6,6%, soit son plus faible score depuis 28 ans, et le gouvernement a annoncé cette semaine un objectif de croissance compris entre 6% et 6,5% seulement cette année. Autre signe de ralentissement pour le géant asiatique, les prix à la production, thermomètre de la demande intérieure, n'ont augmenté que de 0,1% en février, comme en janvier, restant à leur plus niveau depuis plus de

deux ans. Cet indice est en recul constant depuis sept mois. La hausse des prix à la consommation est conforme aux prédictions des analystes, mais celle des prix à la production est encore plus faible qu'attendu: les économistes sondés par l'agence financière Bloomberg tablaient en moyenne sur une croissance de 0,2%. «Les prix à la consommation resteront très probablement nettement en dessous de la cible de 3% fixée par le gouvernement pour 2019», observe dans une note l'économiste Ting Lu, de la banque Nomura. Quant aux prix à la production, ils pourraient

selon lui tomber en territoire négatif cette année. «La désinflation se poursuit et la déflation dans le secteur manufacturier est peut-être au coin de la rue», avertit depuis Hong Kong l'économiste David Qu, cité par Bloomberg. «La faiblesse de la demande des consommateurs et des prix à la production plaident pour un soutien continu de l'Etat à l'économie», estime-t-il. Face au ralentissement de l'activité, le Premier ministre Li Keqiang a annoncé mardi une série de mesures de soutien, dont une baisse des charges des entreprises et de la TVA.

Tamanrasset

Plus de 100 entreprises attendues pour prendre part à l'Assihar-2019

■ Plus de cent entreprises sont attendues pour prendre part à partir de dimanche à l'Assihar-2019, un rendez-vous économique et commercial de dimension africaine avec lequel Tamanrasset renoue après plusieurs années d'absence.

Par Anissa H.

Ces entreprises relèvent de différents secteurs et sont spécialisées dans divers segments de la production nationale, selon l'organisme organisateur, la société algérienne des foires et exportations (Safex). Cette manifestation économique (10-20 mars 2019), organisée avec le concours de la commune de Tamanrasset, sous le signe de «Assihar : carrefour africain d'échange et de coopération économique», est une opportunité de promotion et de valorisation de la production nationale, ainsi que d'impulsion de la dynamique commerciale avec les pays africains voisins, a-t-on souligné. Pour le président de l'Assemblée populaire communale (P-APC) de Tamanrasset, Badi Cheikh, les préparatifs ont été finalisés pour assurer le succès de cette édition de l'Assihar («Rencontre» en langue targuie), appelée à contribuer à la dynamisation du commerce et à la relance de l'activité de troc avec les pays du voisinage (Mali et Niger), à travers l'échange de certains produits définis par les services du Commerce. L'Assihar offre aussi un espace de contact pour les jeunes de la

région avec les investisseurs dans différents domaines et les entreprises économiques nationales, afin de les encourager à s'orienter vers l'entrepreneuriat et l'investissement, a-t-il ajouté. Selon Badi Cheikh, les autorités de la wilaya de Tamanrasset misent sur l'Assihar pour booster l'activité commerciale, touristique et culturelle de la région, à la faveur d'un programme d'animation diversifié impliquant différents secteurs concernés, faire

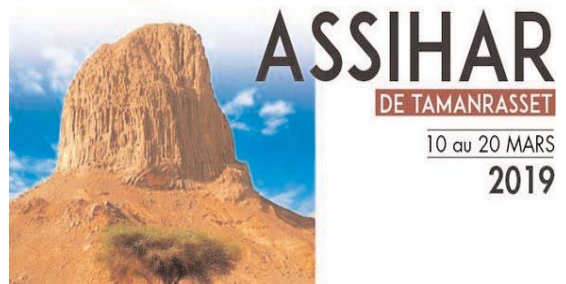
connaître l'artisanat traditionnel et la culture de la population locaux, et impulser le développement de la région. L'opération d'aménagement du site devant accueillir l'Assihar, au quartier Gataâ El-Oued, a été achevée et a porté sur la mise en place des installations nécessaires visant à assurer les bonnes conditions d'organisation de cette grande rencontre commerciale, a conclu le P-APC de Tamanrasset.

A. H. /APS

تحت الرعاية السامية لفخامة السيد رئيس الجمهورية
Sous le Haut Patronage de Son Excellence Monsieur le Président de la République



Ministère du Commerce
Société Algérienne des Foires et Exportations



Ouargla

Une couverture internet de 100% dans la wilaya

Une couverture internet à 100% a été atteinte à travers les différentes communes de la wilaya de Ouargla, a-t-on appris de la Direction locale de l'entreprise Algérie-Télécom (A.T). Les services commerciaux d'A.T ont enregistré l'an dernier un nombre de 2 640 nouveaux clients au réseau internet, portant ainsi le nombre global de clients dans cette wilaya à 35 390 abonnés, et un nombre de 2 640 nouveaux abonnés au réseau 4G de téléphonie fixe, faisant grimper leur nombre global à 26.348 abonnés, à la faveur de l'entrée en service de 44 stations 4G, a fait savoir le chargé de communication d'A.T-Ouargla. Concernant le réseau de téléphonie fixe, ce sont 4 886 nouveaux abonnés qui sont enregistrés à travers la wilaya et qui ont porté le nombre global de raccorde-

ments de ce type à 65 107 abonnés, et ce grâce à la réalisation de 11.056 km de fibre optique, a ajouté Omar Thelib. Dans le cadre du rapprochement de l'administration du citoyen, le désenclavement des régions et de la modernisation du réseau de télécommunications, il a été procédé au raccordement par fibre optique de 37 annexes communales et 67 bureaux postaux en régions enclavées, en plus du réaménagement de deux agences commerciales à Ouargla et Hassi-Messaoud, de la rénovation du réseau ancien et son remplacement par la fibre optique, ainsi que la mise en service de 40 nouvelles stations de télécommunications multiservices «MSAN», a-t-il poursuivi. Parmi les projets programmés pour cette année, le même responsable a évoqué la réalisation

de 74 km de réseau de fibre optique, trois réseaux de fibre optique à domicile (FTTH: Fiber to the home) dans les grandes villes de la wilaya dans une première phase avant sa généralisation aux autres zones, en plus de la rénovation du réseau dégradé et la réalisation de 52 stations MSAN (Multi-Service Access Node), notamment dans les nouvelles zones d'habitation. L'entreprise Algérie Télécom compte dans la wilaya d'Ouargla cinq agences commerciales (Actel) dans les grandes dairas (Ouargla, Hassi-Messaoud, Touggourt, Temacine), deux divisions commerciales (Dictel) à Taibet et El-Hedjira, en plus de quatre centres de maintenance des câbles de fibre optique et d'un centre de transmission du Sud-est.

F. Y.

Bouira

Octroi d'une trentaine de décisions d'aides financières aux femmes rurales

Une trentaine de décisions d'aides financières ont été distribuées à Bouira au profit des femmes rurales et femmes au foyer, lors d'une cérémonie organisée à l'Institut de la formation professionnelle Mohamed-Saïki de la ville à la veille de la Journée mondiale de la femme. Au cours de cette cérémonie qui s'est déroulée dans un climat de fête et en présence du wali Mustapha Limani et de Mouhand Idir Oumechnane, conseiller du ministre des Affaires religieuses et des Waqfs, Mohamed Aïssa, des attestations d'aides financières pour l'acquisition de matériels de couture, poterie et de tapisserie, ont été attribuées aux femmes bénéficiaires issues des différentes communes de la wilaya de Bouira. «Ces aides financières ont été attribuées à

ces femmes pour les aider à renforcer leurs métiers au niveau local dans le cadre des différents mécanismes de soutien à l'emploi», a expliqué le directeur de l'action sociale, Zekri Slimane en marge de la cérémonie. Les autorités locales de la wilaya ont honoré à cette occasion 17 femmes fonctionnaires du sec-

teur des Affaires religieuses et des Waqfs de la wilaya, en leur remettant des cadeaux symboliques en guise de reconnaissance de leurs efforts et pour les encourager à consentir davantage de sacrifice pour le développement du secteur. En outre, une conférence sur le thème «la femme, et la vision universelle et

civilisationnelle», a été animée par l'enseignant Badreddine Zouaka, venu de l'université de Batna. Au cours de son intervention, M. Zouaka a mis l'accent sur le rôle prépondérant qu'a joué la femme algérienne durant ces dernières années dans la promotion et la protection des valeurs sociales et civilisationnelles. «La

femme algérienne restera toujours un pilier de la famille, qui joue un rôle indispensable dans la formation et l'éducation des générations. Elle jouit d'une compétence extraordinaire dans la stabilité sociale de la famille et de toute la société», a souligné l'intervenant.

A. O. /APS

Mila

Programme de reboisement pour 2019 de 150 hectares en chêne-liège

La wilaya de Mila a bénéficié au titre de l'exercice 2019 d'un programme portant reboisement de 150 hectares en chêne-liège, a-t-on appris du conservateur des forêts. L'opération est

inscrite dans le cadre du programme de cette année consistant en la réalisation de travaux sylvicoles sur 800 hectares et l'ouverture de 45 km de pistes forestières, d'une valeur financi-

re estimée à 150 millions DA, a précisé Ahmed-Cherif Mohamedi à l'APS. L'opération vise l'extension de la surface réservée à ce type d'arbustes et le développement de la production du liège

dans cette wilaya qui a enregistré ces dernières années une récolte évaluée entre 3 500 et 4 500 quintaux dont le revenu financier a atteint 20 millions DA par an, a-t-il dit. Signalons que la superficie consacrée dans la wilaya de Mila à ce type d'arbres, est estimée actuellement à 6 069 hectares. Le climat de cette région est propice à la croissance et au développement de cette espèce d'arbres, ayant une importance dans la préservation de la zone forestière, a ajouté le même responsable. La conservation des forêts de la wilaya de Mila œuvre à travers cette action d'extension de la surface réservée au chêne-liège, à atteindre une production annuelle de 5 000 quintaux, a-t-on fait savoir.

du dossier de l'investissement à Djelfa, M. Dhif n'a pas manqué d'appeler tous les responsables en charge, à la nécessité d'œuvrer, de concert avec tous les partenaires concernés, à la recherche des solutions susceptibles de contribuer à l'aplanissement des contraintes entravant la concrétisation d'investissements, dotés d'une valeur ajoutée certaine pour la wilaya et ses habitants, a-t-il estimé.

R. R.

Agences

Djelfa

Vers la création d'un espace de villégiature au niveau de la forêt Ben Tiba

Un espace de villégiature sera créé prochainement au niveau de la forêt «Ben Tiba» du chef-lieu de la wilaya de Djelfa, a-t-on appris auprès des services de la wilaya. Intervenant au conseil exécutif de la wilaya consacré, cette semaine, à l'examen de la situation de l'investissement à Djelfa, le wali Toufik Dhif a instruit de la nécessité de l'accélération du projet de promotion de la forêt mitoyenne à la cité «Ben Tiba» du chef-lieu

de la wilaya (s'étendant sur 23 ha), en un espace de détente et de villégiature, tout en lui assurant un encadrement juridique susceptible d'en faire une source de revenus, a-t-il recommandé. Au titre de ce projet, une clôture de protection de six km de long est en construction, dans le but de déterminer les contours de cette assiette forestière traversant le tissu urbain de la ville de Djelfa. Durant cette rencontre consacrée à l'examen

du dossier de l'investissement à Djelfa, M. Dhif n'a pas manqué d'appeler tous les responsables en charge, à la nécessité d'œuvrer, de concert avec tous les partenaires concernés, à la recherche des solutions susceptibles de contribuer à l'aplanissement des contraintes entravant la concrétisation d'investissements, dotés d'une valeur ajoutée certaine pour la wilaya et ses habitants, a-t-il estimé.

Maroc

Un rassemblement des enseignants du secteur public réprimé par la police

■ La police marocaine est intervenue vendredi pour disperser par la force un rassemblement des enseignants du secteur public qui ont tenu un sit-in à Casablanca pour réclamer leur intégration dans la Fonction publique, selon la presse locale.

Par Rafaâ B.

Des enseignants du secteur public, recrutés en contrats à durée déterminée, ont tenu un sit-in à Casablanca pour réclamer leur intégration dans la Fonction publique, et d'autres rassemblements sont prévus dans plusieurs villes du royaume.

«La plupart des rassemblements sont dispersés par la force avec des blessés dans les rangs des enseignants», a indiqué Rabii el Garai, membre de la Coordination des enseignants en contrats à durée déterminée (CDD).

Le mouvement de protestation de ces enseignants contractuels prend de l'ampleur. Une grève débutée lundi devrait se poursuivre jusqu'à samedi, a ajouté el Garai, cité par l'AFF.

Depuis des semaines, les 55 000 enseignants contractuels manifestent régulièrement pour réclamer le statut de fonctionnaires au sein du ministère de l'Éducation et protester contre les CDD, en vigueur depuis 2016 dans l'Éducation nationale.

Les principaux syndicats marocains ont par ailleurs appelé à une «marche nationale» le 12 mars à Rabat en soutien aux enseignants contractuels «réprimés» par la police le 20 février lors d'un grand rassemblement dans la capitale.

L'enseignement public marocain fait l'objet de critiques récurrentes. Médias et ONG pointent des classes surchargées, la fermeture d'écoles dans les grandes villes pour laisser place à des projets immobiliers, la privatisation continue du secteur ou encore l'abandon scolaire.

R. B./APS



Tunisie

Les déclarations «discriminatoires» du maire de Bardo provoquent un tollé

Le Parti Afek Tounes a appelé à la démission du maire de Bardo et à son renvoi devant les tribunaux sur la base de la loi sur la criminalisation de la discrimination récemment adoptée par l'Assemblée des représentants du peuple.

Dans une déclaration publiée jeudi, le parti a réitéré sa condamnation de toutes les formes de discrimination et a appelé à la tolérance zéro pour tout fonctionnaire qui aurait fait des déclarations ou ayant fait preuve de comportements discriminatoires.

Pour sa part, Lotfi Zeitoun, une des figures du mouvement Ennahdha, a réagi sur son compte Facebook, affirmant que «la présidente du conseil municipal du Bardo, candidate indépendante du parti Ennahdha est tenue ainsi que son parti (mouvement Ennahdha) de présenter des excuses aux Tunisiens dans toutes les régions de la République pour cette descrip-

tion inappropriée (men oura al blayek, au-delà des panneaux)» (expression dialectale tunisoise pour désigner avec mépris un migrant).

Les déclarations du maire du Bardo ont provoqué le tollé parmi un grand nombre de Tunisiens via des sites de réseaux sociaux.

«Le conseil municipal s'est excusé et a adressé des reproches à son égard et désavoué son comportement», a souligné de son côté Jehan Ben Issa, membre du conseil, dans des déclarations aux médias.

Le maire de Bardo, Zineb Ben Hussein, s'était présentée aux municipales de 2018 sur les listes du mouvement Ennahdha, rappelle-t-on.

L'ISIE annonce son calendrier électoral

Les élections législatives se tiendront le 6 octobre 2019 à l'échelle nationale et les 4, 5 et 6

octobre 2019 pour les Tunisiens à l'étranger, a annoncé ce mercredi le président de l'Instance supérieure indépendante pour les élections (ISIE), Nabil Baffoun. Lors d'une conférence de presse consacrée à la présentation du calendrier des élections législatives et présidentielle de 2019, Baffoun a indiqué que le premier tour de la présidentielle aura lieu dimanche 10 novembre 2019 et les 8, 9 et 10 novembre 2019 pour les Tunisiens à l'étranger.

«Si l'un des candidats n'obtient pas la majorité absolue des votes au premier tour, un deuxième tour sera organisé dans les deux semaines qui suivent l'annonce des résultats définitifs du premier tour. Le rendez-vous du deuxième tour sera fixé par une décision émanant de l'ISIE à l'issue du premier tour», a déclaré Baffoun.

Le président de l'ISIE a fait savoir que l'élargissement de l'opération d'enregistrement des

électeurs se fera à partir du 10 avril prochain par le biais d'une actualisation des listes des bureaux d'enregistrement. Les électeurs dans les circonscriptions électorales à l'étranger pourront également s'enregistrer à distance par internet, a-t-il ajouté, faisant observer que 3 millions de Tunisiens ne sont pas inscrits.

Le dernier délai pour l'enregistrement aux élections législatives est fixé au 22 mai prochain. Quant à l'élection présidentielle, la date du 27 juin 2019 a été retenue comme date butoir pour l'enregistrement dans la liste des électeurs.

Il a été convenu, aussi, que les candidatures pour les législatives débuteront le 22 juillet et prendront fin le 29 du même mois, tandis que celles pour la présidentielle commenceront le 27 août et se poursuivront jusqu'au 3 septembre 2019.

«La campagne électorale pour les législatives débutera le

14 septembre et se poursuivra jusqu'au 4 octobre alors que la campagne pour la présidentielle commencera le 19 octobre 2019 et prendra fin le 8 novembre 2019».

«L'ISIE sera au rendez-vous contre tous les dépassements qui peuvent survenir durant les élections et procédera à l'annulation des listes si nécessaire, conformément au principe de l'égalité des chances et au respect de l'Etat de droit», a prévenu Baffoun.

Pour ce qui est de la préparation du calendrier électoral, le président de l'ISIE a estimé que c'est une question typiquement technique, faisant observer que l'élargissement des concertations avec les partis politiques et les composantes de la société civile auraient eu raison de la préparation dudit calendrier.

Concernant l'exclusion des RCDistes, Baffoun a rétorqué que cette question est du ressort du Parlement, bien que la Constitution tunisienne prévoit dans le chapitre relatif aux libertés publiques, la non exclusion des individus.

A noter que les représentants des partis et les composantes de la société civile ont dénoncé le calendrier électoral présenté par l'ISIE, surtout qu'ils n'ont pas été conviés à prendre part à son élaboration. Ils ont, dans ce sens, exprimé leur crainte vis-à-vis des éventuels dépassements qui peuvent survenir durant la période électorale, se demandant si l'ISIE pouvait prendre des décisions à caractère dissuasif à même de garantir la transparence des élections.

O. N.

Mondji F.

Journée mondiale de la femme

Brahim Gali salue le combat de la femme sahraouie

Le Président de la République arabe sahraouie démocratique (RASD), Brahim Gali, a adressé vendredi un message aux femmes sahraouies, saluant leur participation active dans la vie sociale et politique et la lutte pour l'indépendance.

Dans son message à l'occasion de la Journée mondiale de la femme, le président sahraoui a exprimé ses sincères félicitations, son appréciation et sa gratitude aux femmes sahraouies qui ont «forgé avec leur sang, leur sueur et leurs grands sacrifices la place qu'elles occupent dans notre lutte de libération nationale». «Non seulement elle s'est occupée de l'éducation et notamment celle

des nouvelles générations, mais elle a été présente de manière continue, active, efficace et décisive dans la construction des fondations de l'Etat sahraoui», a-t-il soutenu.

Le président sahraoui a également salué le rôle déterminant des femmes sur tous les fronts de combat du peuple sahraoui.

Lors d'une réunion jeudi avec la délégation des défenseurs des droits de l'Homme venue des territoires sahraouis occupés, le Président Gali a réaffirmé la détermination du peuple sahraoui à continuer la résistance contre l'occupant marocain et la fermeté jusqu'à la victoire, soulignant que le peuple sahraoui n'avait d'autre choix que de pour-

suivre son combat légitime.

«La politique barbare de l'occupant, qui utilise toutes les méthodes de torture, les assassinats et les arrestations, ne dissuadera pas la lutte sahraouie pour la liberté et l'indépendance à long terme», a soutenu le chef de l'Etat sahraoui.

La délégation avait visité de nombreuses institutions étatiques et les territoires libérés.

Elle avait également participé aux festivités de commémoration du 43^e anniversaire de la proclamation de la RASD, organisées du 26 février au 6 mars aux camps des réfugiés sahraouis.



Venezuela

Gouvernement et opposition dans la rue en pleine panne d'électricité géante

■ Les deux dirigeants rivaux du Venezuela, Nicolas Maduro et Juan Guaido, appellent leurs partisans à défilé cette semaine dans les rues du pays, plongé dans le chaos par une panne d'électricité sans précédent dont ils se rendent mutuellement responsables.

Journée de travail et cours suspendus, vols annulés, hôpitaux au ralenti, pillages, rues désertes: depuis jeudi 16h50 heure locale (20h50 GMT), le Venezuela est en grande partie paralysé faute de courant. La panne touche Caracas et la quasi-totalité des 23 Etats du pays, qui s'apprêtait vendredi soir à passer une deuxième nuit dans l'obscurité. «Le peu de nourriture salée que nous avions, on a dû le cuisiner pour qu'il ne tourne pas trop rapidement (avec la chaleur). On dort dehors, on n'a pas de réseau téléphonique, tous les magasins sont fermés. C'est le chaos», déclare à l'AFP Elena Bermudez, 31 ans. Le courant est revenu partiellement vendredi après-midi dans certains quartiers de Caracas avant d'être coupé à nouveau. Des concerts de casseroles ont résonné dans plusieurs secteurs de la ville. La distribution de l'eau dans les immeubles, assurée par des

pompes électriques, a été interrompue, ainsi que le réseau téléphonique et internet qui demeure très instable. Les hôpitaux connaissent une situation dramatique: ceux qui sont équipés de générateurs limitent le courant aux services d'urgence. Devant un établissement de la capitale, José Lugo pleure sa nièce Marielsi Aray, morte à 25 ans à cause de la panne, les appareils respiratoires qui la maintenaient en vie ayant cessé de fonctionner. «Les médecins ont essayé de la ranimer manuellement, mais elle a décompensé et elle est morte à 2h00 ce matin», raconte-t-il à l'AFP. A l'extérieur de la principale morgue de Caracas, une forte odeur de putréfaction imprègne l'air: les chambres froides ont cessé de fonctionner. Des familles attendent qu'on leur remette la dépouille de leur proche. «On ne peut pas recevoir plus de cadavres», affirme un employé sous couvert d'anonymat. A l'aé-

roport international de Maiquetia, qui dessert Caracas, des centaines de personnes, dont beaucoup accompagnées de jeunes enfants, espèrent une reprise rapide des vols. «On est là depuis hier, sans manger et sans toilettes car elles sont fermées», a déclaré Maria, accompagnée de ses deux enfants de 8 et 13 ans. L'économie du Venezuela, déjà très fragile, est également touchée: les habitants ne peuvent pas retirer d'argent aux distributeurs et les banques sont restées fermées vendredi. Dans ce pays où l'inflation est hors de contrôle, l'argent liquide est rare et les transactions électroniques – suspendues vendredi – sont indispensables, y compris pour les achats courants comme le pain. «J'appelle tout le peuple vénézuélien à s'exprimer massivement dans la rue contre le régime usurpateur, corrompu et incapable qui a plongé notre pays dans l'obscurité», a écrit sur Twitter Juan Guaido, l'opposant autoproclamé président par intérim et reconnu par une cinquantaine de pays. En face, Nicolas Maduro a également mobilisé il y a quelques jours ses partisans pour défilé contre l'«impérialisme». Le gouvernement, sous



PH. > D. R.

pression depuis des semaines, dénonce «la guerre impérialiste sur l'électricité». Le ministre de la Défense Vladimir Padrino a qualifié la panne d'«agression délibérée» des Etats-Unis et a annoncé un «déploiement» de l'armée, sans plus de détails, lors d'une déclaration sur la télévision d'Etat VTV. M. Maduro avait accusé Washington dès jeudi. «La guerre de l'électricité annoncée et dirigée par l'impé-

rialisme américain contre notre peuple sera mise en échec. Rien ni personne ne pourra vaincre le peuple de Bolivar et de Chavez. Patriotes, unissez-vous !», a-t-il écrit sur Twitter. Le gouvernement vénézuélien a annoncé vendredi qu'il allait fournir à l'ONU «des preuves» d'une responsabilité de Washington dans la panne d'électricité géante.

Rosa C.



Impuissance

LBD

Par Fouzia Mahmoudi

La France continue, trois mois après le début des manifestations des «gilets jaunes», d'user de moyens de répression qui ont fait jusqu'au jour d'aujourd'hui des centaines de blessés. Et si les partis d'opposition français ont à de nombreuses reprises interpellé le gouvernement à ce sujet en demandant au ministère de l'Intérieur notamment l'arrêt de l'utilisation des lanceurs de balle de défense (LBD), le ministre Christophe Castaner est resté sourd à ces requêtes. Or, dans un discours à Genève, la Haut-commissaire aux droits de l'homme des Nations unies, Michelle Bachelet, a mis en cause les conditions du maintien de l'ordre lors des manifestations des «gilets jaunes». Des critiques déjà formulées en février au sein de l'ONU, mais aussi de l'UE et de la CEDH. Le maintien de l'ordre en France est soumis à de sévères remontrances. Prenant la suite d'experts onusiens, de députés de l'Union européenne et de son homologue au sein du Conseil de l'Europe, la Haut-commissaire aux droits de l'homme de l'ONU, Michelle Bachelet, a réclamé il y a quelques jours à la France une «enquête approfondie» sur les violences policières qui se seraient produites pendant les manifestations des «gilets jaunes» depuis la mi-novembre, ce qui lui a valu une sèche réplique de Paris qui dit ne pas l'avoir «attendue». «Il faudra expliquer à Madame le Haut-commissaire l'ensemble des faits d'extrême violence» notamment contre «les forces de l'ordre» ou les «biens publics», a répliqué sur BFMTV le Premier ministre français, Édouard Philippe, rappelant qu'«en France, on a un État de droit». Le porte-parole du gouvernement, Benjamin Griveaux, a, lui, rappelé que «162 enquêtes de l'Inspection générale de la police nationale avaient été ouvertes à la date du 1^{er} mars». 12 122 tirs de LBD, 1 428 tirs de grenades lacrymogènes instantanées et 4 942 tirs de grenades de désencerclement ont été comptabilisés par le ministère de l'Intérieur à la date du 4 février. La polémique a enflé, début janvier, après la grave blessure à l'œil à Paris d'une figure du mouvement des «gilets jaunes», Jérôme Rodrigues, à l'acte 11 de leur mobilisation. Les médecins lui ont diagnostiqué la perte de l'usage de l'œil droit, selon un certificat médical transmis à la presse. Selon le collectif militant «Désarmons-les», 20 personnes ont été gravement blessées à l'œil depuis le début du mouvement, mi-novembre. Dans ce climat, les lanceurs de balle de défense (LBD) sont l'objet de toutes les critiques, mais le Conseil d'Etat n'a pas donné suite aux demandes de suspension de son utilisation, lancées notamment par la CGT et la Ligue des droits de l'Homme (LDH). Reste à savoir à partir de combien de blessés le gouvernement français acceptera de réviser ses méthodes et surtout d'arrêter l'utilisation d'armes de répression qui ne sont utilisées nulle part ailleurs en Europe.

F. M.

Commerce

Un bon accord avec Pékin sinon rien, menace Trump

Donald Trump a jeté un froid vendredi sur l'issue des négociations commerciales avec la Chine, brandissant la menace d'interrompre les discussions si les points les plus contestés n'étaient pas résolus. «Je suis confiant mais (...) si ce n'est pas un bon accord, je ne signerai pas d'accord», a déclaré le président américain, un changement de ton radical après avoir exprimé son optimisme ces dernières semaines sur la possibilité de parvenir à un accord. «Ça ira très bien pour nous d'une manière ou d'une autre, avec ou sans un accord», a insisté M. Trump. Les deux premières puissances économiques du monde négocient à présent depuis janvier un accord pour en finir avec leur guerre commerciale enclenchée l'an passé, qui s'est matérialisée par des taxes douanières punitives réciproques sur des centaines de milliards de dollars de marchandises. Mais l'administration Trump a révélé cette semaine que le déficit commercial américain avec la Chine avait atteint un niveau record l'an passé, de quoi irriter l'hôte de la Maison-Blanche. Dans une fermeté similaire, Donald Trump avait régulièrement menacé le Canada et le Mexique de mettre fin au traité de libre-échange qui

les lie aux Etats-Unis, avant finalement d'annoncer un accord en septembre dernier. Vendredi, le conseiller économique de la Maison-Blanche Larry Kudlow a lui aussi laissé entendre que les Etats-Unis pourraient mettre fin aux discussions avec la Chine si aucun bon accord n'était trouvé. M. Kudlow a évoqué le récent sommet entre les Etats-Unis et la Corée du Nord, que le président américain a brutalement écourté faute d'entente. «Je ne suis pas en train de suggérer que cela va se produire (...). Je ne veux pas que l'on interprète mal (mes propos)», a déclaré M. Kudlow sur CNBC. «Nous sommes tous optimistes mais, encore une fois, nos conditions doivent être remplies», a insisté le conseiller américain. Il a rappelé la feuille de route de l'administration Trump: obtenir de Pékin des changements structurels en mettant fin à des pratiques jugées déloyales, comme le vol de la propriété intellectuelle, le transfert de technologies ou la politique de subventions aux entreprises d'Etat. Larry Kudlow s'est en outre refusé à avancer un calendrier sur ces discussions. Le représentant au Commerce Robert Lighthizer, qui dirige les négociations, «fait de son mieux pour qu'une rencontre entre les deux dirigeants

puisse avoir lieu, peut-être à la fin de ce mois ou au début du mois prochain», a-t-il expliqué, évoquant une possible rencontre à Mar-a-Lago, la résidence privée de M. Trump en Floride. Des sources proches de la Maison-Blanche avaient évoqué une rencontre autour du 27 mars après un voyage du président chinois Xi Jinping en Europe. «Rien n'est inscrit dans le marbre», a commenté Larry Kudlow. C'est Donald Trump qui avait évoqué fin janvier une réunion avec le dirigeant chinois, expliquant qu'il s'agirait de résoudre alors les derniers points d'achoppement. «Aucune date n'a été arrêtée», a reconnu Terry Branstad, l'ambassadeur des Etats-Unis à Pékin, dans un entretien vendredi au «Wall Street Journal». Selon lui, les préparations pour une telle réunion n'ont même pas commencé. Pour l'heure, la guerre commerciale pèse sur l'économie chinoise. Elle fait aussi redouter un net ralentissement de la croissance mondiale. «Les deux parties sont d'accord sur le fait qu'il doit y avoir des progrès significatifs, en d'autres termes, qu'elles aient le sentiment d'avoir rapproché leurs vues, avant que cela (une rencontre entre les dirigeants) ne puisse se faire», a expliqué M. Branstad.

Niger/ Soudan

Le Niger met en garde des demandeurs d'asile soudanais contre des «troubles»

■ Le Niger a mis en garde un millier de demandeurs d'asile soudanais d'un camp onusien d'Agadez (nord), qui manifestent régulièrement pour exiger l'accélération de leur dossier de demande de statut de réfugiés, a rapporté vendredi la radio d'Etat.

Par Faten G.

« Ils ont encore manifesté en début de semaine sur le camp en insultant copieusement le personnel local », a affirmé un élu d'Agadez.

Les protestataires «ont même jeté des pierres sur une équipe du HCR (Haut Commissariat de l'ONU aux réfugiés)», a raconté un journaliste d'une radio privée d'Agadez. «Nous avons eu des informations que des troubles se préparent (encore)» et «donc nous leur avons dit que l'Etat du Niger n'acceptera pas l'installation de l'instabilité dans le camp», a déclaré à la radio d'Etat Sadou Soloké, le gouverneur d'Agadez qui s'est rendu dans le camp.

«Le Niger n'acceptera d'aucune manière qu'on lui mette la pression», a prévenu M. Saloké, qui assure que son administration «étudie les cas» des demandes d'asile.

Les «troubles ne sont pas de nature à entretenir la coexistence pacifique avec la population», a-t-il déploré.

Quelque 1 400 Soudanais ayant fui depuis 2017 l'insécurité en Libye ont été installés dans un camp de l'ONU dressé sur 5 hectares à 10 km d'Agadez, la plus grande ville du nord désertique du Niger, proche de la Libye, selon la radio.

Avant leur installation dans ce camp, ces Soudanais vivaient mêlés à la population et étaient accusés de «vols et de viols», par

les autorités et les habitants d'Agadez.

«Si vous ne respectez rien, ça sera très difficile de vous aider et la communauté locale sera très en colère», avait prévenu Filippo Grandi, le haut commissaire de l'ONU aux réfugiés, qui a rencontré ces demandeurs d'asile en juin 2018 à Agadez.

Mi-décembre 2018, des réfugiés soudanais évacués de Libye avaient manifesté pendant plusieurs jours devant le HCR à Niamey pour exiger une accélération de leur installation dans

des pays d'accueil, notamment en Europe.

Des centaines de réfugiés, en particulier Ethiopiens et Erythréens vivant à Niamey, ont pu être réinstallés en France, en Suisse, aux Pays-Bas, en Suède et en Finlande et d'autres attendent encore un pays d'accueil. Le président nigérien Mahamadou Issoufou avait promis que le Niger continuerait à accueillir des demandeurs d'asile mais avait souhaité qu'ils ne «restent pas longtemps» dans son pays.

F. G./APS



Migrants

La Bosnie s'attend à une «escalade» en 2019 sur la «route balkanique»

Les autorités bosniennes s'attendent à une «escalade» du nombre des migrants sur la «route des Balkans» en 2019, a déclaré le ministre de la Sécurité, Dragan Mektic, qui déplore le manque d'une «solution européenne» en la matière. La Bosnie avait été épargnée lors de la grande vague migratoire de 2015-2016, mais s'est retrouvée sur une nouvelle «route des Balkans» au début de 2018. Ce pays montagneux, qui partage une frontière longue de mille kilomètres avec la Croatie, pays membre de l'Union européenne, a été traversé par 25 000 migrants en 2018, dont 22 000 ont quitté son territoire, a précisé Dragan Mektic, cité par l'AFP.

Les entrées illégales se sont poursuivies début 2019 (près de 2 300 personnes en janvier et février) et quelque 3 500 personnes sont hébergées actuellement dans huit centres d'accueil, notamment dans la région de Bihac (nord-ouest), frontalière de la Croatie. Mais les autorités se préparent à une vague plus importante avec l'arrivée du prin-

temps. «Nous nous attendons à une escalade du problème des migrants, non seulement en Bosnie mais tout au long de cette route», a dit le ministre. Selon Dragan Mektic, qui dit se référer aux «informations» provenant d'«institutions officielles, dont certaines européennes», quelque «70 000 migrants se trouvent actuellement en Grèce, se mettent en mouvement», avec l'objectif de parvenir en Europe occidentale.

Il a déploré l'incapacité de l'Union européenne à parvenir à une «solution européenne» concernant les migrants.

«Ce n'est pas uniquement le problème de la Bosnie, c'est un problème (...) européen. Nous voulons faire partie de la solution européenne, mais l'UE ne parvient pas à se mettre d'accord sur une solution. On a simplement laissé ces migrations illégales perdurer», a-t-il souligné.

La Bosnie ne pourrait pas, a poursuivi Dragan Mektic, supporter «ni politiquement, ni économiquement» une augmentation

importante du nombre de migrants, si l'UE décide de fermer encore plus la frontière entre la Croatie et la Bosnie.

L'Union européenne a alloué à ce jour quelque 9,2 millions d'euros pour aider la Bosnie à mettre en place des centres d'accueil des migrants dont la capacité est actuellement de 4 500 personnes, a précisé la délégation de l'UE à Sarajevo.

Après une réunion jeudi d'une cellule gouvernementale de coordination des migrations illégales, le ministère de la Sécurité a annoncé son intention de «fermer entièrement» la frontière avec la Serbie et le Monténégro, à l'est, longue de 600 kilomètres, en déployant davantage de policiers.

La Bosnie pourrait par ailleurs accepter une proposition de la Hongrie de lui envoyer un certain nombre de policiers qui seraient déployés à la frontière, selon la même source. Cette proposition doit être approuvée par le gouvernement et la présidence.

Yol Y.

Mexique

25 migrants centraméricains tués dans un accident de la route

Vingt-cinq migrants d'Amérique centrale ont été tués et 29 autres ont été blessés jeudi lorsqu'un camion de fret, à bord duquel ils voyageaient, s'est renversé sur une autoroute

dans le sud du Mexique, a-t-on indiqué de source officielle. L'accident s'est produit vers 10h00 locales (00h00 GMT) à environ cinq kilomètres de la ville de Francisco Sarabia, dans

l'Etat du Chiapas, frontalier du Guatemala, a déclaré le parquet local dans un communiqué sans fournir davantage de détails. La route sur laquelle l'accident a eu lieu n'est pas habituellement

empruntée par les migrants dont la plupart entrent illégalement au Mexique en traversant le fleuve Suchiate, qui délimite une partie de la frontière avec le Guatemala. Selon des sources

du parquet, les victimes auraient pénétré en territoire mexicain par la région de La Mesilla et auraient ensuite été transférées dans la région des Los Altos de Chiapas. De là, ces migrants auraient continué vers le centre de l'Etat pour emprunter une voie rapide qui devait les mener vers l'Etat voisin de Veracruz (est). Chaque année, des centaines de Centraméricains quittent leur pays – notamment le Honduras, le Salvador et le Guatemala –, fuyant la violence et la pauvreté dans l'espoir de parvenir aux Etats-Unis à la recherche d'une vie meilleure. Nombre d'entre eux voyagent en caravane, par mesure de sécurité, sur cette route longue et dangereuse, tandis que d'autres font appel à des trafiquants de personnes qui les déplacent généralement entassés dans des camions dans des conditions insalubres.

Younès F.

Etats-Unis/Mexique

Washington veut loger 5 000 enfants migrants dans des installations militaires

L'administration du président Donald Trump a demandé au Pentagone de trouver des installations militaires susceptibles d'accueillir 5 000 enfants migrants non accompagnés, a annoncé jeudi un porte-parole du ministère américain de la Défense, le lieutenant-colonel Jamie Davis.

Le Pentagone va «identifier les lieux possibles pour héberger ces enfants», a-t-il indiqué, précisant que la demande avait été présentée mardi par le ministère de la Santé et que les enfants devront être hébergés jusqu'au 30 septembre.

Selon les dernières statistiques du ministè-

re de la Sécurité intérieure publiées mardi, quelque 6 825 enfants non accompagnés ont été interpellés à la frontière sud des Etats-Unis en février, comparé à 4 968 en octobre.

Le ministre de la Sécurité intérieure, Kirstjen Nielsen, a prévenu mercredi le Congrès américain que l'immigration clandestine allait augmenter dans les mois à venir. C'est pour s'y préparer que le ministère de la Santé, qui est chargé de la sécurité et du bien-être des enfants de moins de 18 ans non accompagnés, a demandé l'aide des militaires. Si le ministère de la Santé

décide qu'il est nécessaire d'utiliser des installations militaires, il devra présenter une demande formelle à cet effet au ministère de la Défense, a précisé le lieutenant-colonel Davis.

Le Pentagone avait déjà été chargé d'identifier des installations possibles pour héberger des mineurs, mais le ministère de la Santé n'a pour l'instant pas encore utilisé cette possibilité et aucun enfant non accompagné n'a été hébergé sur des bases militaires depuis l'arrivée à la Maison-Blanche de Donald Trump.

R. M.



Ligues 1 et 2 Mobilis

Les dates des matchs retard fixés

LA LIGUE de football professionnel (LFP) a rendu publiques vendredi les dates des matchs de la 24^e journée et les dates des matchs retard de Ligue 1 et de Ligue 2. La 24^e journée de Ligue 1 est étalée sur trois jours : les 14, 17 et 25 mars, celle sera amputée du match PAC-NAHD à programmer ultérieurement, le NAHD étant appelé le 25 mars à jouer d'abord sa rencontre retard face à l'USM Bel Abbès de la 22^e journée. Le derby de la capitale entre le MC Alger et l'USM Alger comptant pour la 24^e journée se jouera le jeudi 14 mars au stade 5-Juillet. La LFP a programmé le 21 mars 4 matches retard. Il restera à trouver les dates pour des matches qui concernent le NAHD contre le PAC et l'ASAM ainsi que CSC-MCA En Ligue 2, la 25^e journée se jouera ce mardi 12 mars sauf NCM-JSMB décalé au lendemain 13 mars. Quant aux 2 matches retard que compte cette division, ils auront lieu le 17 mars.

Ligue 1

14 mars 2019

MCA- USMA (24^e journée)

MOB- DRBT (24^e journée)

17 mars

OM - JSK (24^e journée)

ESS - MCO (24^e journée)

ASAM- CABBA (24^e journée)

Les matches retards

21 mars

JSS-CSC (18^e journée)

DRBT-CRB (19^e journée)

ASAM-MOB (22^e journée)

MCA-MCO (22^e journée)

25 mars

USMBA-NAHD (22^e journée)

CRB-CSC (24^e journée)

1er avril

USMBA-JSS(24^e journée)

Reste à programmer.

PA-NAHD (24^e journée)

NAHD-ASAM (23^e journée)

CSC-MCA (23^e journée)

Ligue 2 :

25^e journée du championnat de

Ligue 2 programmée le 12.03 sauf

NCM-JSMB décalé au 13.03.2019

Les matches retard Ligue 2

auront lieu le 17 mars 2019

JSMB - ASO

ESM -USMAN

Coupe de la CAF/Péto Atlético-NAHD

Le Nasria pour garder ses chances

■ Le Nasr d'Hussein-Dey affronte cet après-midi la formation du Péto Atlético, pour le compte de la cinquième journée de la phase des poules de la Coupe de la CAF au stade du 11-Novembre de Luanda, avec la ferme intention de revenir avec un résultat probant.



Les Sang et Or décidés à l'emporter

Par Mahfoud M.

En effet, les Sang et Or souhaitent éviter la défaite et revenir au moins avec le point du nul pour garder leur fauteuil de leader du groupe D. Le Nasria qui a sept points dans son escarcelle, souhaite prendre encore un point dans ce déplacement pour se rapprocher de la qualification aux quarts de finale de cette compétition. Les gars d'Hussein-Dey savent ce qui les attend lors de cette rencontre mais restent déterminés à l'emporter. Le Nasria qui jouera sans

son attaquant Ahmed Gasmî, aura quand même du mal à imposer son jeu, même si le coach Ighil compte sur son attaquant camerounais Ntango. Les coéquipiers du gardien Merbah devront, cependant, se méfier de cette équipe du Péto Atlético qui se présentera avec une grande détermination pour se reprendre après sa dernière défaite à domicile face aux Egyptiens du Zamalek. Les Angolais savent qu'il s'agit de leur dernière chance, étant donné que le dernier match se jouera à l'extérieur de leurs bases. Le Nasria a donc une chance inouïe de mettre en

difficulté cette formation du Péto qui aura une grosse pression sur ses épaules et n'a pas le droit à l'erreur encore une fois, sous peine de se retrouver hors course pour la qualification aux quarts de finale de la Coupe de la CAF. L'essentiel pour les Jaune et Rouge est de tenter d'enregistrer la meilleure opération possible pour jouer le dernier match face au Zamalek au stade du 5-Juillet d'Alger dans de meilleures conditions, ce qui reste largement dans leurs cordes.

M. M.

Tournoi Méditerranée Avenir de Tennis

Youcef Rihane sort

LE TENNISMAN algérien Youcef Rihane a été éliminé jeudi soir du Tournoi international juniors «Méditerranée Avenir» qui se déroule du 4 au 9 mars 2019 au Maroc, après sa défaite en quarts de finale contre l'Espagnol Carlos Gimeno Valero. Dominé (6-3) dans le premier set, le jeune Algérien a réussi un retour tonifiant dans le deuxième, opposant une résistance farouche à la tête de série N4, avant de s'incliner finalement au tie-break 7-6 (5). En double, Rihane et son

équipier français TERENCE Atman ont été éliminés dès le deuxième tour, après leur défaite contre un tandem australo-roumain, composé de Stefan Storch et Nicholas David Lionel : 7-6 (4), 3-6, 10-5. De Grade 1, cette compétition qui se déroule sur des courts en terre battue à Casablanca a mis en jeu un grand nombre de points, faisant de Rihane, qui a atteint les quarts de finale, devrait améliorer sensiblement son classement mondial, lui qui pointe actuellement au 149^e rang.

Judo/Grand-Prix de Marrakech

Les athlètes de l'EN éliminés

LES JUDOKAS algériens Wail Ezzine (-66 kg) et Rayane Moudjed (-48 kg) ont été éliminés vendredi du tournoi international «Grand-Prix de Marrakech» qui se déroule du 8 au 10 mars au Maroc, après leurs défaites respectives contre l'Egyptien Mohamed Abdelmawgoud et la Chinoise Wong Ka Lee. Moudjed a été éliminé au premier tour, alors qu'Ezzine avait commencé par dominer le Britannique Alexander Short, avant de s'incliner au tour suivant face à l'Egyptien. La Fédération algérienne de judo a engagé un total de 13 athlètes dans cette compétition, et outre les deux qui viennent d'être éliminés, le doute subsiste concernant la participation de deux autres. Il s'agit de Kaouther Ouallal (-78 kg) et Sonia Asselah (+78 kg), qui se sont blessées au dernier moment et qui restent donc incertaines. Les neuf autres judokas engagés dans cette compétition sont : Fethi Nourine (-73 kg), Mokhtar Youcef Zallat (-81 kg), Abderrahim Bouchoukh (-90 kg), Abderrahmane Benamadi (-90 kg), Houari Belhadeb (-100 kg), Lyès Bouyacoub (-100 kg), Mohamed Sofiane Belrekaâ (+100 kg), Mohamed El

Mehdi Lili (+100 kg) chez les messieurs et Amina Belkadi (-63 kg) chez les dames. Nourine sera opposé au Géorgien Lasha Shavdatuashvili, Zallat au Roumain Vlad Visan, Bouchoukh au Polonais Rafal Kozlowski, Belhadeb à l'Ukrainien Danylo Hutsol, Bouyacoub au Marocain Nasser Edderdak, Belrekaâ au Marocain Zouhair Essaryry et Belkadi à l'Autrichienne Magdalena Krssakova. De leur côté, Benamadi et Lili ont été exemptés du premier tour et débiteront donc directement au deuxième. Benamadi affrontera le vainqueur du match mettant aux prises le Néerlandais Bas Van Empelen et le Finlandais Aatu Laamanen, alors que Lili sera opposé à l'Allemand Sven Heinle, qui lui aussi a été exempté du premier tour.

Championnat national hivernal (10.000m marche)

Record d'Algérie (U18) pour Abdenour Ameur

Abdenour Ameur a établi, vendredi à Biskra, un nouveau record d'Algérie du 10.000m marche dans la catégorie des moins de 18 ans avec un chrono de 44:35.38, à l'occasion du Championnat national hiver-

Ligue des champions (5^e journée/Gr : C)

Le CSC perd face au Club Africain mais garde espoir

Le CS Constantine s'est incliné vendredi soir à domicile 1 but à 0 devant les Tunisiens du Club Africain, dans un match comptant pour la 5^e journée (Groupe C) de la Ligue des Champions d'Afrique. S'il y a bien des défaites plus faciles à digérer que d'autres, celle subie par le CS Constantine vendredi soir dans son ancre du chahid Hamlaoui en est l'exemple même, car une défaite autre d'un but à zéro aurait permis au club de Bab Jedid de revenir à trois points au classement et surtout d'espérer chiper la deuxième place qualificative aux Vert et Noir lors de l'ultime journée, à la faveur d'un meilleur goal-average

particulier (en cas d'égalité aux points, c'est le goal-average particulier et non le général qui prime, Ndlr). Bien qu'ils étaient amoindris par de nombreuses absences, notamment celles de Belkheir et de Salhi, les Constantinois auraient pu repartir avec un meilleur résultat tant ils ont raté de très nombreuses occasions durant cette rencontre. Le CSC n'a pas démerité mais a plutôt failli dans le dernier geste, face à un Club Africain très appliqué qui a su faire le dos rond pour gérer les temps forts de son adversaire. Les Vert et Noir ont même concédé un but juste avant la mi-temps par l'intermédiaire du Burkinabé

Compaoré, suite à un cafouillage dans la surface (45') et une très mauvaise relance de Bencherifa. Au retour des vestiaires, l'entrée en jeu, côté CSC de l'attaquant camerounais Bissene et de Beldjilali ne changeront absolument rien au sort du match, puisque la formation constantinoise continuera à faire preuve de maladresse et notamment Bahamboula qui ratera un penalty obtenu par Belkacemi à l'heure de jeu. Les locaux auraient même pu se faire surprendre une deuxième fois dans cette rencontre si Abdi n'avait pas trop écrasé sa tête 71'. Malgré ce résultat, le CS Constantine reste premier au classement, le SC Ismaily le TP Mazembe ayant fait match nul 1 but partout plus tôt dans la soirée. Avant la 6^e journée prévue le 16 mars prochain, le CS Constantine occupe la première place du classement avec dix points, suivi du TP Mazembe qui en compte huit. Le Club Africain est troisième avec sept points, tandis que le SC Ismaily ferme la marche avec deux points au compteur.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Béjaïa

Marche des collectifs de la santé et de l'éducation

DES DIZAINES voire des centaines de médecins et d'enseignants ont marché hier dans les rues de Béjaïa à l'appel d'un collectif issu des deux corporations. Les médecins, infirmiers et enseignants et autres personnels des deux secteurs publics se sont d'abord regroupés sur l'esplanade de la maison de la culture avant que la foule ne s'ébranle vers le siège de la wilaya et revenir, ensuite, à la maison de la culture en passant par un autre itinéraire soit par le tribunal et la cité Séghir. Cette marche est inscrite dans la dynamique populaire en cours portant sur des revendications en faveur d'un changement radical du système dans le pays,

selon les manifestants qui ont scandé des slogans contre le système et arboré des banderoles et pancartes fustigeant le pouvoir. Un franc soutien a été exprimé en faveur du mouvement populaire qui exige le départ du régime en place. «*Nous sommes dans la rue pour ajouter notre voix à celle du peuple qui demande un changement dans le pays*», soutient-on. Notons qu'un appel à la grève et une marche mercredi prochain, a été lancé par le Cnapeste alors que le Sete /Ugta devrait réunir son conseil de wilaya lundi et une déclaration devait être rendue publique à l'issue du regroupement. H. Cherfa

Conseil de l'ordre des pharmaciens

Mise en garde contre la consommation abusive du «Dexaméthasone»

LE CONSEIL de l'ordre des pharmaciens du Sud-ouest du pays a mis en garde samedi contre la consommation abusive du médicament «Dexaméthasone» (un anti-inflammatoire stéroïdien (AIS) par plusieurs catégories de la population. «*Ce médicament, qui est prescrit normalement sur ordonnance par les praticiens de la santé pour diminuer la douleur ou pour les allergies, est aussi utilisé pour une prise de poids rapide par plusieurs catégories de la population dont des femmes désirant grossir le plus rapidement possible*», a précisé cette instance régionale. «*Il provoque plusieurs effets secondaires graves, notamment de violentes éruptions cutanées, troubles menstruels, faiblesse musculaire, cardiopathie, diabète et troubles du sommeil*», a-t-on expliqué. «*Le Dexaméthasone, qui est com-*

mercialisé uniquement au niveau des officines pharmaceutiques, ne doit pas être acquis sur le marché informel, car les utilisateurs ingèrent en fait des corticoïdes très puissants, ce qui met à mal leur santé», a-t-on ajouté. Cette alerte sur la consommation abusive de ce médicament par le conseil de l'ordre des pharmaciens dans le Sud-ouest est venue à la suite de la saisie récemment par la 9^e sûreté urbaine de Béchar, de 1 000 boîtes de ce médicament totalisant 100 000 comprimés. Deux individus ont tenté d'introduire frauduleusement dans le marché informel ce médicament qui ont été arrêtés et présentés devant la justice qui a ordonné leur mise en détention préventive pour trafic de produits pharmaceutiques et leur distribution sans autorisation légale, selon la cellule de communication de la sûreté de wilaya. M. L.

Djelfa

Un mort et sept blessés dans un accident de la circulation

UNE PERSONNE est décédée et sept autres ont été blessés dans un accident de la circulation survenu samedi sur le réseau routier de la wilaya Djelfa, a-t-on appris auprès des services de la Protection civile.

L'accident est survenu sur l'axe de la RN40 B reliant Ain Ouessara et Sidi Laâdjel (nord de la wilaya) suite à une collision entre un camion et un véhicule léger, a-t-on ajouté. Un homme âgé de 52 ans est décédé sur place, tandis que sept autres personnes âgées entre 3 et 54 ans ont été blessées, est-il précisé. Tous les blessés ont été transportés au service des urgences médicales de l'hôpital d'Ain Ouessara.

Mostaganem : un mort et un blessé à Khadra Un grave accident de la circulation, survenu vendredi soir à Khadra (wilaya de Mostaganem), a fait un mort et un blessé, a-t-on appris, samedi, de source sanitaire de l'hôpital «Hocine Hamadou» de Sidi Ali.

L'accident s'est produit suite à une collision entre deux véhicules touristiques sur la côte de la RN 11, au niveau de la localité de Sidi Adjel, relevant de la commune de Khadra (75 km à l'Est de Mostaganem) causant la mort du chauffeur d'un véhicule (28 ans).

Le deuxième conducteur a été grièvement blessé. Le blessé a été évacué au service des UMC de l'hôpital «Hocine Hamadou» de Sidi Ali pour recevoir les soins nécessaires. La dépouille mortelle de la victime a été déposée à la morgue du même établissement. Par ailleurs, un corps non identifié a été rejeté vendredi soir par les vagues et découvert sur la plage de Chaïbiya, dans la commune de Benabdemalek Ramdane, à 37 km à l'Est de Mostaganem. Ce corps de sexe masculin se trouvait dans un état de décomposition avancé. Il a été déposé à la morgue de l'hôpital de Sidi Ali pour autopsie et identification.

Hani Y.

le prix du baril toujours en baisse



Séminaire «Femme et Sport»

«Le prochain mouvement des DJS verra la désignation des femmes»

■ Le ministre de la Jeunesse et des Sports, Mohamed Hattab, a annoncé samedi à Alger que «le prochain mouvement des directeurs de la jeunesse et des sports (DJS) verra la désignation des femmes».

Par Amel L.

«*Aujourd'hui, une seule femme occupe le poste de directeur de la jeunesse et des sports (DJS), à savoir dans la wilaya de Khenchela, mais le prochain mouvement verra la désignation de nouvelles femmes, un geste qui favorise l'égalité des sexes et œuvre dans la promotion du rôle de la femme dans le mouvement sportif algérien*», a déclaré Hattab à

l'ouverture du séminaire «Femme et Sport», organisé par le Comité olympique et sportif algérien (COA). Le ministre a mis l'accent sur l'importance du renforcement du rôle de la femme dans le développement du mouvement sportif national, saluant leur participation active dans la vie sociale et sportive depuis l'indépendance. «*Notre département a pris des mesures pour l'intronisation des femmes au sein des instances sportives nationales, conformément aux articles 36 de la Constitution et 126 de la loi 13-05 régissant les activités sportives. Ces mesures permettront à la femme de participer non seulement au sein des fédérations algériennes, mais également dans les postes administratifs relevant de notre département*», a-t-il dit. De son côté, Hassiba Boulmerka, championne olympique du 1500 m, a appelé les pouvoirs publics à appliquer les recommandations du Comité olympique international (CIO) afin de favoriser l'égalité des sexes. «*Le CIO œuvre avec les Fédérations internationales afin de parvenir à une participation féminine de 50 % aux Jeux olympiques et pour stimuler la participation des femmes et leur présence dans le sport en créant davantage d'occasions de participation aux Jeux olympiques*», a-t-elle dit. Pour la championne olympique, de grands progrès ont été accomplis dans le domaine

de la promotion de l'égalité des sexes en termes d'équilibre entre athlètes masculins et féminins, mais cela passe par la contribution de toutes les parties prenantes. «*En 2009 et pour des raisons purement politiques, les champions olympiques ont été écartés de participer aux assemblées générales des fédérations sportives, conformément à une législation du ministère de la Jeunesse et des Sports, c'est pour cela que Boulmerka et Morceli ne figurent pas parmi les membres de l'AG de la fédération d'athlétisme, ce qui constitue une aberration pure et simple*», a relevé Boulmerka. Elle a également mis en exergue les efforts consentis par le Comité olympique et sportif algérien (COA) pour l'intronisation des femmes au sein de l'assemblée générale afin qu'elles puissent avoir davantage de responsabilités dans le sport, mais «*de nombreux défis restent à relever*». Le séminaire «Femme et Sport» a vu la présence de Benali Brahim, président de la zone 7 de l'Association des Comités nationaux olympiques africains (ACNOA) et la vice-présidente du Comité olympique et sportif du Mali (CNOSM), Anemato Keita

A. L./APS